

Date de convocation : 15/09/2025
Nombre de conseillers en exercice : 31
Nombre de présents : 23
Nombre de votants : 25

Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 0

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de MAROMME, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Canopée, Salle Taïga, sous la présidence de M. David Lamiray, Maire.

Présents : M. David Lamiray, Maire, M. Didier Hardy, Mme Christelle Poulain, M. Christophe Robat, Mme Annick Mertens, M. Didier Simonin, Mme Isabelle Bréham, M. Quentin Fernandes, Maires-adjoints, Mme Nelly Tocqueville, Mme Monique Lecat, M. Cédric Patin, M. Antoine Hardy, Conseillers municipaux délégués, Mme Dominique Pécot, M. Yannick Dumont, Mme Angéla Sarta, M. Thierry Lardans, M. Fabrice Courel, Mme Karine Dupuis, M. Marc Ano, Mme Hakima Chabane, Mme Kimbeurlee Feray, Mme Brigitte Letourneur, Mme Françoise Rigalleau, conseillers municipaux.

Ont remis pouvoir : Mme Marie-Claude Masurier à M. Quentin Fernandes, Mme Paméla Hardier à M. Thierry Lardans.

Absents : M. Alexandre Payel Lefebvre, Mme Jennifer Ribert, M. Steeve Debray, M. Horacio D'Almeida, Mme Chloé Flahaut, M. Ludovic Manchon.

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

Mme Nelly Tocqueville, conseillère municipale déléguée, remplit les fonctions de secrétaire.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert 76000 ROUEN, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'application Télérecours est accessible par le site internet www.telerecours.fr

**Objet : Engagement de la commune dans la COP Rouen 2030 et
préparation de la signature de l'Accord de Rouen pour le Climat n° 2**
PJ : 5

Le Conseil municipal,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2121-29,
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L 224-7 et L 224-8,

- **Vu** les articles 173, 176, 188 de la loi N° 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite Loi TECV,
- **Vu** le décret N° 2015-1850 du 29 Décembre 2015 relatif à la cohérence des dépenses d'investissement des émetteurs avec une stratégie bas-carbone,
- **Vu** le décret N° 2016-1442 qui adopte la Programmation pluriannuelle de l'énergie pour les périodes 2016-2018, et 2018-2023,
- **Vu** le décret N° 2016-849 du 28 Juin 2016 qui précise les modalités d'application de l'article 188 de la Loi TECV,
- **Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 28/09/2018 approuvant les engagements de la Ville dans le cadre de l'accord de Rouen pour le climat du 29 novembre 2018.
- **Vu** la délibération n°1 du 27 juin 2025 relative à l'adoption de l'Agenda 2030.

Considérant :

- les engagements de la Ville de Maromme au titre de son Agenda 2030,
- que la COP21 Rouen Normandie a conduit la commune à s'engager dans l'Accord de Rouen pour le Climat le 29 novembre 2018, en adoptant des actions à réaliser en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la réduction des consommations d'énergie et des ressources et la préservation de la biodiversité,
- que le Plan Climat Air Energie Territorial a été mis en révision aux fins d'intégrer de nouvelles actions à mettre en place d'ici à 2032,
- l'intérêt de la commune de se mobiliser dans le cadre de la COP Rouen 2030 en vue d'adopter de nouveaux engagements dans le cadre de l'Accord de Rouen pour le Climat #2,
- le rapport de présentation joint à la présente délibération,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'autoriser le Maire à adopter les engagements de la Ville listés en annexe en faveur de la COP Rouen 2030 selon l'Accord de Rouen pour le Climat #2 et à signer les documents inhérents aux engagements.

Suivent les signatures pour extrait conforme
Maromme, le 23 septembre 2025

Le Maire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'David Lamiray', written over a horizontal line.

David Lamiray

Acte certifié exécutoire,
Compte tenu de sa réception en Préfecture de Seine-Maritime, le **30/09/2025**
Compte tenu de sa publication sur le site internet de la ville le **30/09/2025**